

INTERVIEW

Abdennour Bidar

«Le revenu universel est une utopie réaliste»

Par Amélie Quentel — (journal Libération)



Cette mesure de justice sociale et de redistribution des richesses pourrait aussi, pour le philosophe, remettre du collectif et de la spiritualité au cœur de la société.

Un de ses derniers ouvrages les Tisserands (éd. Les liens qui libèrent, LLL) mettait en lumière des citoyens tentant, à leur échelle, de recréer du lien entre les individus dans notre société en crise. Dans son nouvel essai Libérons-nous ! Des chaînes du travail et de la consommation (éd. LLL), Abdennour Bidar aborde un sujet sur lequel on ne l'attendait pas forcément, lui, le philosophe membre de l'Observatoire de la laïcité plus connu pour ses travaux sur l'islam, la sécularisation ou encore la fraternité : le revenu universel. C'est pourtant bien dans le prolongement de sa réflexion sur le vivre-ensemble que l'auteur d'une Lettre ouverte au monde musulman (éd. LLL) inscrit la démarche de ce livre, qui revient sur les idées reçues accolées à cette allocation jugée par ses détracteurs comme une «prime à la paresse» in finançable. S'il considère ces jugements moraux et économiques inadéquats, Abdennour Bidar fait surtout le constat d'une société du travail «archaïque», asservie par le capitalisme et promouvant l'individualisme. Des maux qui pourraient selon lui être combattus via le revenu universel, à la fois mesure vectrice de justice sociale mais aussi permettant d'avoir enfin le temps de réfléchir au sens que nous voulons donner à nos vies, que ce soit individuellement ou collectivement.

Pourquoi vous êtes-vous intéressé au revenu universel ?

Il y a trois ans, j'ai écrit Plaidoyer pour la fraternité (éd. Albin Michel), qui contenait un certain nombre de propositions ; le revenu universel en était la neuvième. L'idée me trottait donc déjà dans la tête. Par ailleurs, j'ai été très frustré par le débat autour de ce sujet lors de l'élection présidentielle de 2017 [ce projet était porté par le candidat socialiste Benoît Hamon, ndlr] : comme d'habitude, nous nous sommes focalisés sur la question de son coût, sans poser la question du sens et des enjeux autour de cette mesure - soit ce sur quoi j'ai souhaité insister dans ce livre. J'écris en effet depuis des années sur le vivre-ensemble ou encore la fraternité, ce qui m'a naturellement amené à m'interroger de plus en plus sur les conditions concrètes d'une réorganisation de la société, de façon à ce qu'elle ait les moyens d'être plus solidaire et partageuse. Et, actuellement, notre organisation sociale et économique nous conditionne énormément à l'individualisme, dans le sens où nous sommes focalisés sur l'idée de gagner de l'argent dont nous avons besoin pour vivre. Or, à l'heure où tout le monde galope déjà toute la journée pour essayer de joindre les deux bouts, cela ne sert à rien de faire des leçons de morale, et de réclamer aux gens d'être plus ouverts, plus fraternels. D'où cette réflexion sur le revenu universel.

Pour qualifier son éventuelle instauration, vous évoquez «un événement non pas seulement social mais spirituel». C'est-à-dire ?

Pour moi, le spirituel n'a pas forcément trait à la religion, mais concerne les choses de l'esprit, notre intériorité, et les rendez-vous essentiels que l'on a avec soi-même : donner un sens à sa vie et de la valeur à ce qu'on fait, avoir le souci de se mettre en rapport avec des transcendances qui à la fois nous

dépassent et nous exaltent. Bref, tout ce qui nous permet de devenir nous-mêmes au-delà de nous-mêmes. Et, aujourd'hui, s'interroger là-dessus, cela relève un peu du luxe : seule une personne qui a réglé un certain nombre de questions matérielles va pouvoir, à partir de là, se poser des questions de sens et de politique. Et encore, si l'animal social que je suis reste hyperspeedé parce qu'il faut aller travailler, etc. ces moments ne restent que des petites plages de récupérations enchantées, qui ne servent qu'à rendre supportables les conditions de l'esclavage moderne induit par le «travail contraint». Cela aurait beaucoup plus de sens de ralentir, et de donner une vraie place à ces questionnements dans notre vie. Or, avec le temps libéré par le revenu universel, nous allons probablement, enfin, avoir rendez-vous avec la liberté. Mais le temps et l'argent ne sont pas suffisants pour nous rendre capables de nous lancer dans une vie nouvelle, et, qui plus est, qui ait du sens pour nous. C'est donc un défi que le revenu universel va nous lancer : celui de réussir à réfléchir individuellement et collectivement à toutes ces questions, à ce que l'on souhaite faire de ce temps libéré, et celui de parvenir à assumer cette grande situation de liberté... alors que nous avons eu l'habitude d'avoir tout notre temps pris par le travail. Je pense que nous ne réussirons que si nous nous accompagnons mutuellement, que si nous nous aidons à vivre cette expérience-là. J'y crois beaucoup : les jeunes générations promeuvent un sens du collectif beaucoup plus important que les précédentes, plus marquées par l'individualisme.

D'où la création de Maisons du temps libéré au niveau local, que vous appelez de vos vœux ?

Ce serait un lieu de discussion et d'élaboration d'engagements et projets politiques au service de la société, du bien commun, des quartiers concernés... Cela ressemblerait aux académies philosophiques de la Grèce antique, soit un endroit où les gens pourraient s'asseoir en cercle, discuter et prendre le temps d'approfondir des questions que l'on ne se pose aujourd'hui qu'à toute vitesse. Nombre d'engagements très stimulants demandent une approche collective, et ce serait l'occasion d'apprendre à être «libres ensemble» : avec le revenu universel, il ne s'agit surtout pas de créer de l'isolement et un individualisme de plus. On pourrait aussi ouvrir des forums du temps libéré, permettant de discuter de tout cela virtuellement. Enfin, nous avons aussi tout intérêt à faire de l'initiation à la liberté l'un des enjeux majeurs de l'Ecole, de façon à familiariser les enfants dès leur plus jeune âge à cette situation du temps libéré.

Selon vous, notre société aurait atteint le kaïros, c'est-à-dire en grec «le moment opportun», pour l'instauration du revenu universel. Pourquoi ?

Le revenu universel est une utopie réaliste, c'est-à-dire un idéal qui devient aujourd'hui réalisable pour tout un ensemble de raisons. Notre civilisation humaine, qui a atteint un niveau sans précédent de développement industriel et technologique, est capable de produire avec une facilité extraordinaire une quantité énorme de richesses. Le revenu universel est donc radicalement nouveau mais, en même temps, complètement logique car il prend la suite d'une évolution sociétale qui réduit fortement la nécessité du travail humain. Dans le même temps, il œuvre pour la justice sociale en versant un revenu permettant à tous de vivre décemment. Auparavant, nous étions dans la rareté ; maintenant, nous sommes dans l'abondance. Et pourtant, de façon contradictoire et scandaleuse, il n'y a jamais eu autant d'inégalités. Il est donc nécessaire de réorganiser de façon plus juste et équitable ce système du travail profondément en crise. Combattre pour plus de justice sociale, cela n'est plus uniquement se battre pour les conditions de travail et le salaire, c'est se battre collectivement pour une autre façon de subvenir à ses besoins. Enfin, nous sommes dans une société humaine en mutation profonde, notamment avec l'arrivée des nouvelles générations, qui n'ont pas le même rapport de docilité au travail qu'auparavant et qui souhaitent mettre du sens et de l'engagement dans ce qu'elles font.

De quoi cette crise du travail est-elle le nom, et sommes-nous à la veille de la fin du travail ?

Cette crise est multiforme : avec l'automatisation croissante de nos activités, le travail dit humain se raréfie, tandis que de nombreux travailleurs sont pauvres. Il y a de la souffrance au travail, aussi : beaucoup de gens ont un job seulement parce qu'il faut bien en avoir un pour survivre. Le revenu universel répond à ce problème, car si les personnes qui s'épanouissent grâce à leur emploi continueront à travailler - mais pourront réduire leur taux horaire - les autres, notamment celles dépendantes du travail contraint, n'y

seront plus obligées. Elles pourront utiliser ce «temps libéré» pour s'investir enfin dans des projets qui ont du sens pour elles, ou alors verront leur pouvoir de négociation avec leurs employeurs se renforcer. Nous sommes donc plutôt à la veille d'une métamorphose du travail : l'automatisation va créer des possibilités de collaboration avec les machines et de nouvelles activités, et, dans le même temps, le revenu universel et le temps libéré pourraient permettre de repenser l'équilibre de nos vies sociales, déséquilibrées au profit du travail.

Selon vous, l'une des forces du revenu universel est d'être une idée politique transpartisane, dépassant les clivages historiques droite - gauche. Pourquoi ?

Il y a d'abord l'argument socialo-communiste, qui est celui de la justice sociale. Le revenu universel est vu comme un moyen de mettre fin aux situations d'inégalités, de pauvreté et d'exclusion, ce que les minima sociaux type RSA échouent à faire actuellement. Mais il y a aussi un autre, qui peut plaire, lui, aux gens de droite : le fait que cette solution va libérer les énergies. Cela renvoie au désir d'entreprendre, de créer de l'activité. En donnant aux gens ce filet de sécurité qu'est le revenu universel, ils vont pouvoir se lancer sans peur dans des projets personnels. Il y a donc un point de convergence.

Vous identifiez deux chaînes qu'il s'agirait de briser. Celle qui nous lie au travail, et celle qui nous incite à toujours plus consommer. Comment le revenu universel pourrait-il nous libérer de la seconde ?

Le revenu universel n'est pas une baguette magique. Il peut, certes, nous libérer de la chaîne du travail, mais, ensuite, à nous d'avoir l'intelligence individuelle et collective de faire autre chose de nos journées que de consommer. Le revenu universel va servir de formidable appel à notre responsabilité par rapport à nos modes de vie colonisés par la consommation : actuellement, il n'y a pas vraiment d'alternative autre que d'acheter toujours plus de produits, de loisirs, de services. Un individu qui aura enfin l'opportunité de mettre en œuvre ses aspirations personnelles, mécaniquement, passera moins de temps à consommer.

Vous critiquez l'organisation capitaliste de nos sociétés mais le revenu universel serait, in fine, financé par son biais (vous évoquez une taxe sur les superprofits des banques, etc.). N'y a-t-il pas là une contradiction ?

Non, dans le sens où je ne suis pas en train de dire que le revenu universel marquera la mort du capitalisme. Je ne suis pas dans une perspective révolutionnaire. L'enjeu, c'est qu'aujourd'hui, il y a une richesse produite par le capitalisme, mais aussi plus largement par le niveau de notre évolution technologique. Il s'agit donc de réfléchir à comment elle est confisquée et comment, demain, elle pourrait être redistribuée de façon plus juste. Il ne s'agit pas de couper la source de production de la richesse.